

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1518>

"Watergrec" : « Le silence de l'UE est assourdissant ! »

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mardi 7 février 2006

Spyworld Actu

Georges Contogeorgis est professeur de Sciences politiques à l'université Panteïon d'Athènes. Ancien directeur de la Radio-télévision grecque et ancien ministre chargé des médias et de la communication, il commente pour lefigaro.fr le scandale des écoutes illégales qui a éclaté la semaine dernière en Grèce.

Jeudi 2 février, trois ministres du gouvernement grec tenaient une conférence de presse pour confirmer les révélations de la presse, au sujet d'une incroyable affaire d'écoutes illégales. Entre juin 2004 et mars 2005, les conversations téléphoniques d'une cinquantaine d'hommes politiques de premier plan ont été interceptées et écoutées par de mystérieux commanditaires, dont le Premier ministre Costas Caramanlis et des membres de son gouvernement.

Georges Contogeorgis est professeur de Sciences politiques à l'université Panteïon d'Athènes. Ancien directeur de la Radio-télévision grecque et ancien ministre chargé des médias et de la communication, il commente pour lefigaro.fr le scandale.

Comment la population grecque ressent-elle l'affaire ?

C'est terrible. Depuis une semaine, le sujet fait la une de tous les journaux et occupe la moitié des journaux télévisés. Le grand débat sur les négociations salariales a même été mis en stand-by le temps que ce scandale soit élucidé. Il s'agit d'une préoccupation centrale pour la population, car il ne s'agit pas d'une attaque contre le droit des personnes, mais contre un système politique tout entier, qui se retrouve piégé. Les Grecs interprètent cette histoire comme une prise d'otage, pire, une mise en danger de la société. Ces écoutes ont un mobile politique ou économique, pas privé.

Comment qualifieriez-vous la gestion de la crise par le gouvernement ?

L'attitude du gouvernement favorise la suspicion, comme s'il essayait d'effacer des preuves pour ne pas révéler les responsables des écoutes. Durant l'enquête préliminaire, tenue complètement secrète onze mois durant, le juge n'a interrogé que quelques techniciens, et aucuns responsables politiques importants. Quant au Premier ministre, il reste discret et son gouvernement se contente de dresser le procès-verbal des faits. Heureusement que la presse a un rôle important dans notre pays, car les citoyens se demandent si leur système politique est à l'abri. Avec l'impression que sa stabilité peut être brisée à tout moment, à partir d'un simple coup de fil.

La piste américaine est favorisée, est-ce une marque nouvelle du nationalisme grec à l'encontre des Etats-Unis ?

Bien sûr que l'histoire de l'interventionnisme américain dans notre pays joue, mais je ne pense pas qu'il s'agisse d'un réflexe nationaliste, anti-américain. Le peuple grec se sent vexé et vit l'histoire comme une provocation, avec une réaction de défense de ses intérêts. La gestion discrète du gouvernement laisse aussi la place au doute, car elle prouve que quelque chose le préoccupe et qu'il ne peut pas trop en faire. Cela crédibilise la thèse d'une grande puissance. Le fait qu'il ait communiqué le périmètre des postes d'écoute et qu'au milieu du triangle se trouve l'ambassade américaine n'est pas anodin. Mais, dans le même temps, il ne cite jamais les Etats-Unis. Il laisse seulement entendre à ceux qui le veulent que... L'opinion interprète cela comme si les Américains avaient demandé de ne pas les impliquer dans l'affaire. Ce qui est perçu soit comme une mise à distance de leur part, soit comme une

menace.

Que révèle d'après vous ce scandale dans l'histoire politique grecque ?

Plus qu'une faillite du système politique, ce scandale montre le déficit démocratique des acteurs du jeu politique grec. D'ailleurs, Georges Papandreou (chef de l'opposition socialiste), qui critique aujourd'hui le gouvernement, aurait sans doute agi de même, tant il est réputé pro-américain. Bien plus que les libéraux au pouvoir ! Même s'il n'y a pas de dénouement, que l'affaire est étouffée par absence de résultats, elle laissera des traces. Surtout dans notre pays, viscéralement attaché à la démocratie. Churchill disait d'ailleurs : « il y a deux pays où il n'y a pas besoin de services secrets : la Chine, car personne ne parle et la Grèce, car tout le monde parle ». Mais c'est surtout au niveau européen que cet événement est révélateur.

C'est-à-dire ?

Le silence de l'Union européenne (UE) est assourdissant ! C'est la première fois dans le système politique communautaire, depuis qu'il existe avec Maastricht, qu'un Etat-membre est tout entier piégé par les technologies. S'il y a menace sur l'une des institutions qui forme l'Europe, la menace pèse aussi sur l'UE. Au lieu de cela, elle réagit par la négative et considère la question comme purement grecque. Alors qu'elle réagit sur des sujets bien moins importants. En voyant cela, je repense à ce que me disait Anna Diamantopoulou, l'ancienne commissaire grecque à l'UE, quand elle me racontait que tous les mois, elle et ses homologues changeaient de téléphone tous les mois. Que ce soit le cas des états-majors, c'est normal. Mais ici, on ne parle pas de sécurité, mais de représentation populaire !

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/international...>